

La connotation ethnique du PALIPEHUTU/FNL bute à la Loi au Burundi

PANA, 01/06/2008 Bujumbura, Burundi - L'exigence d'abolition du changement d'appellation du Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL), pour connotation ethnique se heurte au refus de son leader, Agathon Rwasa, a appris la PANA à Bujumbura. Le dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays s'est opposé au changement d'appellation afin de se conformer à la Loi fondamentale qui proscrie l'existence de formations politiques à connotation "ethnique, régionaliste et religieuse".

Le PALIPEHUTU/FNL, né dans la clandestinité dans les années 1980 avec pour objectif avoué de "libérer les hutu de la domination tutsi" (ethnie minoritaire au Burundi), veut conserver son identité, selon M. Rwasa. "Le PALIPEHUTU-FNL existait avant la naissance de l'actuelle constitution et c'est à la loi fondamentale de s'adapter aux nouvelles réalités du pays", a déclaré M. Rwasa, dimanche matin, lors de sa première grande sortie médiatique à Bujumbura où il est revenu vendredi dernier, après plus de vingt ans de maquis, à la suite de la signature de l'accord de cessez-le-feu signé avec le pouvoir central. Le porte-parole de la présidence de la République, Léonidas Hatungimana, a rappelé pourtant que le PALIPEHUTU-FNL doit se conformer à l'accord global de cessez-le-feu avec le pouvoir et à la Constitution du Burundi si le mouvement rebelle veut oeuvrer dans la légalité. Le Burundi compte actuellement 37 partis politiques légalement constitués. "Le PALIPEHUTU/FNL n'est pas si ethnique que l'on veut le faire croire puis qu'il regorge en son sein de nombreux membres et sympathisants issus de la minorité tutsi", s'est défendu M. Rwasa. "Et puis, on voit un peu partout des rues, des régions et des noms d'individus à connotation ethnique, comme la Rue Bututsi du centre-ville de Bujumbura et on ne s'en rend compte pas outre mesure", a-t-il encore argumenté. Pour lui, le plus urgent serait, d'abord, de s'asseoir ensemble et s'attaquer aux causes profondes qui ont poussé à la création d'un parti "atypique" pour la libération du peuple hutu, a-t-il suggéré. La récente arrivée au pouvoir, par les urnes, du Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, ex-principale rébellion à dominante hutu) n'a pas non plus convaincu le PALIPEHUTU à déposer les armes. Le mouvement rebelle ne s'est pas non plus laissé impressionner par l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation au Burundi, qui définissait encore plus clairement la "nature du conflit burundais" comme étant fondamentalement d'essence "politique". Des négociations restées ouvertes entre l'Etat burundais et le PALIPEHUTU-FNL cherchent à vider les points encore pendents dans l'accord global de cessez-le-feu liant le mouvement rebelle et le pouvoir central de Bujumbura depuis le 7 septembre 2006. Le principal point d'achoppement porte sur l'avenir politique du mouvement rebelle et de ses dirigeants une fois qu'un accord global et définitif de cessez-le-feu aura été scellé. Le Burundi tente difficilement de sortir de plus de 14 ans de guerre civile qui a fait à ce jour plus de 300.000 morts et poussé à l'exil intérieur et extérieur au moins un million d'autres.